



## Assemblée générale

Distr. générale  
16 novembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-dixième session

Point 148 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires  
du financement des opérations de maintien  
de la paix des Nations Unies**

### **Point au 30 juin 2015 de la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport rend compte de la situation financière au 30 juin 2015 de 26 missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé. Sur ces 26 missions, 5 accusaient un déficit de trésorerie résultant du non-paiement des quotes-parts, et 21 présentaient un excédent de trésorerie, d'un montant total net de 70 millions de dollars, pouvant être porté au crédit des États Membres.



## Abréviations

APRONUC	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge
ATNUSO	Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental
ATNUTO	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
FORDEPRENU	Force de déploiement préventif des Nations Unies
FPNU	Forces de paix des Nations Unies
GANUPT	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition
GOMNUII	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq
MANUH	Mission d'appui des Nations Unies en Haïti
MANUTO	Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
MINUBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUGUA	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala
MINUHA	Mission des Nations Unies en Haïti
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCA	Mission des Nations Unies en République centrafricaine
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MIPONUH	Mission de police civile des Nations Unies en Haïti
MITNUH	Mission de transition des Nations Unies en Haïti
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUL	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria

---

MONUOR	Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MONUSIL	Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone
MONUT	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCA	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale
ONUMOZ	Opération des Nations Unies au Mozambique
ONUSAL	Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador
ONUSOM	Opération des Nations Unies en Somalie
UNAVEM	Mission de vérification des Nations Unies en Angola
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

## I. Introduction

1. À ses soixante-sixième, soixante-septième, soixante-huitième et soixante-neuvième sessions, l'Assemblée générale a reporté l'examen des rapports rendant compte de la situation financière des opérations de maintien de la paix terminées (A/66/665, A/67/739, A/68/666 et A/69/659). Dans le présent rapport, le Secrétaire général fait le point au 30 juin 2015 sur la situation financière des missions terminées pour lesquelles un rapport final sur l'exécution du budget a été publié : MINUGUA, MINURCA, ONUB, ONUCA et ONUSAL, ONUMOZ, MINUSIL et MONUSIL, UNAVEM et MONUA, GOMNUII, MONUIK, MINUEE, MINUBH, MINUHA, UNMLT, MONUT, MONUG, MONUL, MONUOR et MINUAR, ONUSOM, FPNU, FORDEPRENU, MANUH, MITNUH et MIPONUH, APRONUC, ATNUSO et Groupe d'appui de la police civile des Nations Unies, ATNUTO et MANUTO, GANUPT et MINUS (cette dernière depuis 2015). On trouvera plus de précisions à l'annexe I.

### Mission des Nations Unies au Soudan

2. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINUS par sa résolution 1590 (2005). Par sa résolution 1997 (2011), il a décidé du retrait de la MINUS avec effet au 11 juillet 2011. Le Secrétaire général a rendu compte de la liquidation des biens de la Mission dans son rapport daté du 17 janvier 2014 (A/68/709 et Corr.1) dont l'Assemblée générale a pris acte dans sa résolution 68/294. Le Secrétaire général a présenté le rapport final sur l'exécution du budget de la MINUS le 13 novembre 2014 (A/69/579) et dans sa résolution 69/303 l'Assemblée a décidé que des renseignements à jour sur la situation financière de la Mission devraient figurer dans le rapport sur la situation courante des missions de maintien de la paix terminées dont elle serait saisie à sa soixante-dixième session.

3. Au 30 juin 2015, 21 des 26 missions de maintien de la paix sur lesquelles porte le présent rapport affichaient un excédent de trésorerie pouvant être porté au crédit des États Membres, dont le montant total s'établissait à 70 019 000 dollars comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1

**Situation de trésorerie nette consolidée au 30 juin 2015 des missions suivantes : ATNUSO et Groupe d'appui de la police civile, ATNUTO-MANUTO, Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge, FORDEPRENU, FPNU, GANUPT, GOMNUII, MINUBH, MINUEE, MINUHA, MINUS, MINUSIL/MONUSIL, MONUG, MONUIK, MONUL, MONUOR/MINUAR, MONUT, ONUB, ONUCA/ONUSAL, ONUMOZ et UNAVEM/MONUA**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Liquidités	205 714
À déduire : Passif	(135 695)
<b>Montant au 30 juin 2015 des liquidités portées au crédit des États Membres</b>	<b>70 019</b>

4. La variation du montant net des liquidités pouvant être portées au crédit des États Membres entre le 30 juin 2014 et le 30 juin 2015 est présentée dans le tableau 2.

Tableau 2

**Variation, entre le 30 juin 2014 et le 30 juin 2015, du montant net des liquidités pouvant être portées au crédit des États Membres**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<b>Montant net des liquidités au 30 juin 2014</b>	<b>58 978</b>
Mission dont le mandat s'est terminé récemment (MINUS)	1 729
Remboursement des avances consenties à des missions de maintien de la paix en cours	38 000
Avances à des missions en cours	(30 500)
Intérêts créditeurs et recettes diverses ou accessoires	488
Contributions reçues d'États Membres et autres sommes à recevoir	1 324
<b>Montant net des liquidités au 30 juin 2015</b>	<b>70 019</b>

5. Le tableau 3 donne la répartition entre les missions du solde de trésorerie net de 70 019 000 dollars.

Tableau 3

**Missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé disposant d'un solde de trésorerie positif au 30 juin 2015**

(En milliers de dollars des États-Unis)

ATNUSO/Groupe d'appui de la police civile	531
ATNUTO/MANUTO	2 035
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	1
FORDEPRENU	505
FPNU	36 213
GANUPT	343
GOMNUII	170
MINUBH	733
MINUEE	1 969
MINUHA	1 495
MINUS	1 729
MINUSIL/MONUSIL	1 018
MONUG	451
MONUIK	120
MONUL	175
MONUOR/MINUAR	10 479
MONUT	110
ONUB	1 349

ONUCA/ONUSAL	391
ONUMOZ	61
UNAVEM/MONUA	10 141
<b>Total</b>	<b>70 019</b>

6. Le montant de 70 019 000 dollars indiqué dans les tableaux 1, 2 et 3 ne comprend pas les 10 816 000 dollars dus par deux missions de maintien de la paix terminées (7 366 000 dollars pour la MANUH/MITNUH/MIPONUH et 3 450 000 dollars pour la MINURCA) ni les 23 500 000 dollars dus par deux missions de maintien de la paix en activité (6 000 000 dollars pour la MINURSO et 17 500 000 dollars pour la MINUK) au 30 juin 2015. Lorsque ce montant de 23 500 000 dollars aura été remboursé, le montant total des liquidités s'établira à 93 519 000 dollars. Au 31 octobre 2015, une mission en activité (la MINUK) devait encore rembourser une avance d'un montant total de 20 500 000 dollars.

7. Comme indiqué dans le tableau 4, au 30 juin 2015, cinq des missions de maintien de la paix considérées dans le présent rapport avaient des déficits de trésorerie s'élevant au total à 86 475 000 dollars, du fait du non-paiement des quotes-parts.

Tableau 4

**Situation nette de trésorerie consolidée au 30 juin 2015 pour les missions suivantes : APRONUC, Groupe d'observateurs militaires de la MINUGUA, MANUH/MITNUH/MIPONUH, MINURCA et ONUSOM**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Liquidités	758
<i>À déduire</i> : Passif	(87 233)
<b>Déficit de trésorerie net au 30 juin 2015</b>	<b>(86 475)</b>

8. Le passif de ces missions, d'un montant de 87 233 000 dollars, comprend un montant de 23 636 000 dollars correspondant à des avances dues à des opérations de maintien de la paix terminées (10 816 000 dollars) et au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix (12 820 000 dollars), ainsi que les sommes dues aux pays fournisseurs de contingents, d'un montant de 62 922 000 dollars (voir annexe II) et d'autres sommes à payer, d'un montant de 675 000 dollars.

9. La variation du déficit de trésorerie net entre le 30 juin 2014 et le 30 juin 2015 est présentée dans le tableau 5.

Tableau 5

**Variation, entre le 30 juin 2014 et le 30 juin 2015, du déficit de trésorerie net des missions terminées**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<b>Déficit de trésorerie net au 30 juin 2014</b>	<b>(86 700)</b>
Contributions reçues d'États Membres	64

Règlement des soldes interfonds	16
Intérêts créditeurs et recettes diverses ou accessoires	145
<b>Déficit de trésorerie net au 30 juin 2015</b>	<b>(86 475)</b>

10. Le tableau 6 donne la répartition du déficit de trésorerie de 86 475 000 dollars entre les missions.

Tableau 6

**Missions de maintien de la paix terminées dont la trésorerie accuse un déficit au 30 juin 2015**

(En milliers de dollars des États-Unis)

APRNUC	(39 864)
Groupe d'observateurs militaires de la MINUGUA	(124)
MANUH/MITNUH/MIPONUH	(7 271)
MINURCA	(23 817)
ONUSOM	(15 399)
<b>Total</b>	<b>(86 475)</b>

## II. Besoins de trésorerie de l'Organisation

11. Ainsi que le Secrétaire général l'a expliqué dans ses précédents rapports sur la situation financière des opérations de maintien de la paix terminées (A/66/665, A/67/739, A/68/666 et A/69/659), la situation de trésorerie des missions de maintien de la paix est irrégulière, car il est intrinsèquement difficile de prévoir le montant des recettes provenant des contributions mises en recouvrement et les excédents de trésorerie des missions dont le mandat est terminé sont actuellement utilisés pour atténuer le déficit des missions qui sont en activité. De fait, toutes les contributions au compte spécial de certaines missions en activité n'ayant pas été acquittées, il reste nécessaire de prélever des fonds sur les comptes des missions terminées, malgré l'amélioration de la situation constatée ces dernières années.

12. Le montant de ces avances s'élevait au total à 51 millions de dollars au 30 juin 2012, à 41 millions de dollars au 30 juin 2013, à 31 millions de dollars au 30 juin 2014 et à 23,5 millions de dollars au 30 juin 2015. Trois missions en activité, la MINURSO, l'UNFICYP et la MINUK, en ont bénéficié à plusieurs reprises entre le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et le 30 juin 2015. Au 30 juin 2015, le montant des sommes qui n'avaient pas encore été réglées aux pays fournisseurs de contingents en raison d'un manque de liquidités s'élevait à 96 millions et concernait cinq missions en cours : la MINURSO, la MONUSCO, la MINUL, la MINUSS et la FISNUA. Outre le montant de 23,5 millions de dollars qui avait été emprunté au 30 juin 2015, un montant de 7 millions a été prélevé pendant l'exercice 2015/16 pour la MINURSO et la MINUK.

13. Le montant des avances prélevées sur les comptes d'opérations dont le mandat est terminé au profit de missions en cours a culminé à 93 millions de dollars en septembre 2011, au cours de l'exercice 2011/12, puis à 62 millions de dollars en

juillet et août 2012, pendant de l'exercice 2012/13, et à 57 millions de dollars, en août 2013, lors de l'exercice 2013/14. Plus récemment, au cours de l'exercice 2014/15, le montant le plus élevé, soit 43 millions de dollars, a été prélevé en août et septembre 2014. Les avances, les montants remboursés et les montants des avances les plus élevés constatés entre juillet 2010 et le 31 octobre 2015 sont présentés dans les annexes III et IV.

14. Le Secrétaire général comprend que la position de trésorerie des opérations de maintien de la paix en activité n'est pas directement liée à la question des excédents de trésorerie des missions terminées. Toutefois, comme il ressort de l'annexe III, les opérations de maintien de la paix en activité font régulièrement face à des problèmes de trésorerie tenant au non-versement des quotes-parts qui les obligent à souscrire des avances. La situation est d'autant plus complexe que, dans le cas des opérations de maintien de la paix, les contributions sont détenues sur des comptes spéciaux distincts. Même si dans l'ensemble il y a suffisamment de liquidités pour gérer les opérations de maintien de la paix, certaines d'entre elles risquent de connaître des difficultés de trésorerie ponctuelles. Comme indiqué dans ses rapports antérieurs (A/68/666 et A/69/659), le Secrétaire général propose à l'Assemblée générale d'autoriser, à titre provisoire, le versement d'avances entre missions en activité, pratique qui est actuellement interdite par les résolutions en vigueur sur le financement des opérations de maintien de la paix. L'Assemblée souligne dans ces résolutions qu'aucune mission ne doit être financée au moyen d'avances prélevées sur les fonds d'autres missions en cours. Le nouveau mécanisme ne devrait nuire au fonctionnement d'aucune mission en activité, puisqu'il ressort de l'expérience que les besoins temporaires d'avances intercomptes ont toujours été limités par rapport à la situation de trésorerie de l'ensemble des missions en activité à quelque moment que ce soit.

15. Comme indiqué dans les rapports précédents du Secrétaire général (A/68/666 et A/69/659), le mécanisme permettant d'effectuer des avances entre missions en activité serait le même que celui qui existe déjà pour prélever des avances sur les comptes de missions terminées : ces avances intercomptes exigeraient de faire régulièrement le point sur les besoins de trésorerie prévus pour la mission de maintien de la paix considérée et sur le montant prévu de ses recettes provenant de contributions mises en recouvrement, et seraient autorisées par le Contrôleur au cas par cas. Elles prendraient fin aussitôt que la situation de trésorerie de la mission débitrice se serait améliorée.

16. Les limites et modalités de ces avances seraient les suivantes :

a) Le Contrôleur déciderait de recourir à des avances intercomptes au cas par cas, en se fondant sur un examen constant de la situation de trésorerie de l'opération de maintien de la paix considérée;

b) Chaque avance serait limitée au montant minimal nécessaire pour renflouer la trésorerie de la mission débitrice pour le mois suivant, dans la limite de 100 millions de dollars, soit 1,2 % du montant total des crédits approuvés pour les opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016. Cette limite est définie en fonction du montant des avances prélevées au cours des quatre exercices précédents sur les comptes des missions terminées, qui a culminé à 93 millions de dollars, en septembre 2011, ainsi que du déficit de trésorerie constaté au moment du paiement et des remboursements trimestriels des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents.



17. La liquidité obligatoire sera calculée en fonction des obligations contractuelles éventuelles des missions à l'égard du personnel et des fournisseurs, comme c'est le cas actuellement, ainsi que des sommes à rembourser aux pays fournisseurs de contingents. Le mécanisme des avances intercomptes fonctionnera comme suit :

a) Chaque avance sera remboursée, même partiellement, aussitôt que la situation de trésorerie de la mission débitrice le lui permettra, afin que l'avance ne porte que sur la somme et la durée minimales nécessaires;

b) Dans chaque cas, la mission créditrice retenue sera celle qui, compte tenu de sa situation de trésorerie au moment de la sélection et pour le mois qui suit, aura le plus de chances de pouvoir prêter des fonds sans que cela compromette son propre fonctionnement;

c) Aucun intérêt ne sera facturé pour ces avances intercomptes, comme il est d'usage. De fait, ces opérations portant sur de courtes durées et des sommes minimales, la facturation d'intérêts représenterait un surcroît de travail administratif pour des bénéfices limités, dans la mesure où les intérêts facturés aux missions débitrices seraient considérés comme des dépenses et réduiraient d'autant les soldes à créditer à tous les États Membres, y compris à ceux qui ont payé l'intégralité de leurs contributions dans les délais requis;

d) Chaque trimestre, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité mettrait en ligne un récapitulatif des avances versées entre les comptes de missions en activité, de la situation de trésorerie globale de ces missions et du montant des sommes dues par les États Membres pour éviter que le montant des contributions non acquittées augmente par rapport aux exercices précédents, dans le cadre du mécanisme en place. On continuerait de rappeler régulièrement aux États Membres le montant des quotes-parts qu'il leur reste à acquitter.

18. Le Secrétaire général surveillerait de près le nouveau mécanisme et rendrait compte de son fonctionnement, ainsi que des ajustements éventuels à y apporter, dans ses rapports sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

19. Comme indiqué dans ses rapports précédents (A/68/666 et A/69/659), le Secrétaire général propose aussi une autre solution, qui consisterait à créer un fonds de roulement pour répondre aux besoins de trésorerie des opérations de maintien de la paix en activité. La création de ce fonds de roulement nécessiterait de modifier le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU, avec l'approbation de l'Assemblée générale. Les nouvelles règles seraient globalement semblables à celles qui régissent déjà le fonctionnement du fonds de roulement du budget-programme de l'Organisation, sous réserve de ce qui suit :

a) Le montant des avances consenties par les États Membres serait déterminé en fonction du barème des quotes-parts applicable aux opérations de maintien de la paix;

b) Le fonds de roulement servirait exclusivement à répondre aux besoins de liquidité des opérations de maintien de la paix en cours.

20. L'utilisation de ce fonds de roulement serait régie par les mêmes modalités que le mécanisme des avances entre missions de maintien de la paix en activité. Les solutions suivantes pourraient être envisagées pour son financement :

- a) Une somme de 100 millions de dollars pourrait être mise en recouvrement en une seule fois auprès des États Membres;
- b) Un montant de 100 millions de dollars pourrait être prélevé sur le solde inutilisé des opérations de maintien de la paix en activité pour l'exercice 2014/15.

### **III. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre**

**21. L'Assemblée générale est invitée à :**

- a) **Prendre note du présent rapport;**
- b) **Examiner les mesures proposées par le Secrétaire général pour répondre aux besoins de trésorerie des opérations de maintien de la paix en activité;**
- c) **Autoriser le maintien dans les comptes de 21 missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé d'un solde net de trésorerie de 70 019 000 dollars, au cas où la création d'un mécanisme permettant de faire face aux besoins de trésorerie des opérations en cours ne serait pas approuvée.**

## Annexe I

**Missions de maintien de la paix terminées : montant  
au 30 juin 2015 des contributions non réglées, sommes  
dues à des États Membres et autres éléments de passif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Contributions non réglées</i>	<i>Sommes dues à des États Membres<sup>a</sup></i>	<i>Autres éléments de passif</i>
APRONUC	40 414	(39 942)	–
ATNUSO/Groupe d'appui de la police civile	8 713	(4 742)	–
ATNUTO/MANUTO	27 082	(1 863)	–
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	–	(4)	–
FORDEPRENU	1 234	(6 081)	–
FPNU	131 370	(46 772)	–
GANUPT	5	(160)	–
GOMNUII	3	(101)	–
Groupe d'observateurs militaires de la MINUGUA	144	–	(124)
MANUH/MITNUH/MIPONUH	19 387	(114)	(7 366)
MINUBH	33 835	(4 450)	–
MINUEE	89	(970)	–
MINUHA	9	(12 685)	–
MINURCA	35 538	(7 480)	(16 648)
MINUS	5 145	(37 466)	(1001)
MINUSIL/MONUSIL	570	(5 146)	–
MONUG	3 797	(986)	(7)
MONUIK	514	(966)	–
MONUL	2	(34)	–
MONUOR/MINUAR	1 263	(5 712)	–
MONUT	–	(6)	–
ONUB	99	(967)	(1)
ONUCA/ONUSAL	78	(9)	–
ONUMUZ	16 677	(313)	–
ONUSOM	57 770	(15 559)	–
UNAVEM/MONUA	34 864	(5 253)	–
<b>Total</b>	<b>418 602</b>	<b>(197 781)</b>	<b>(25 147)</b>

<sup>a</sup> Y compris les sommes dues aux pays ayant fourni des contingents au titre du matériel leur appartenant, ainsi que les sommes provenant de soldes inutilisés à porter au crédit des États Membres, en attendant leurs instructions sur leur emploi.

## Annexe II

### Missions de maintien de la paix terminées dont la trésorerie accuse un déficit : sommes dues au 30 juin 2015 à des pays ayant fourni des contingents

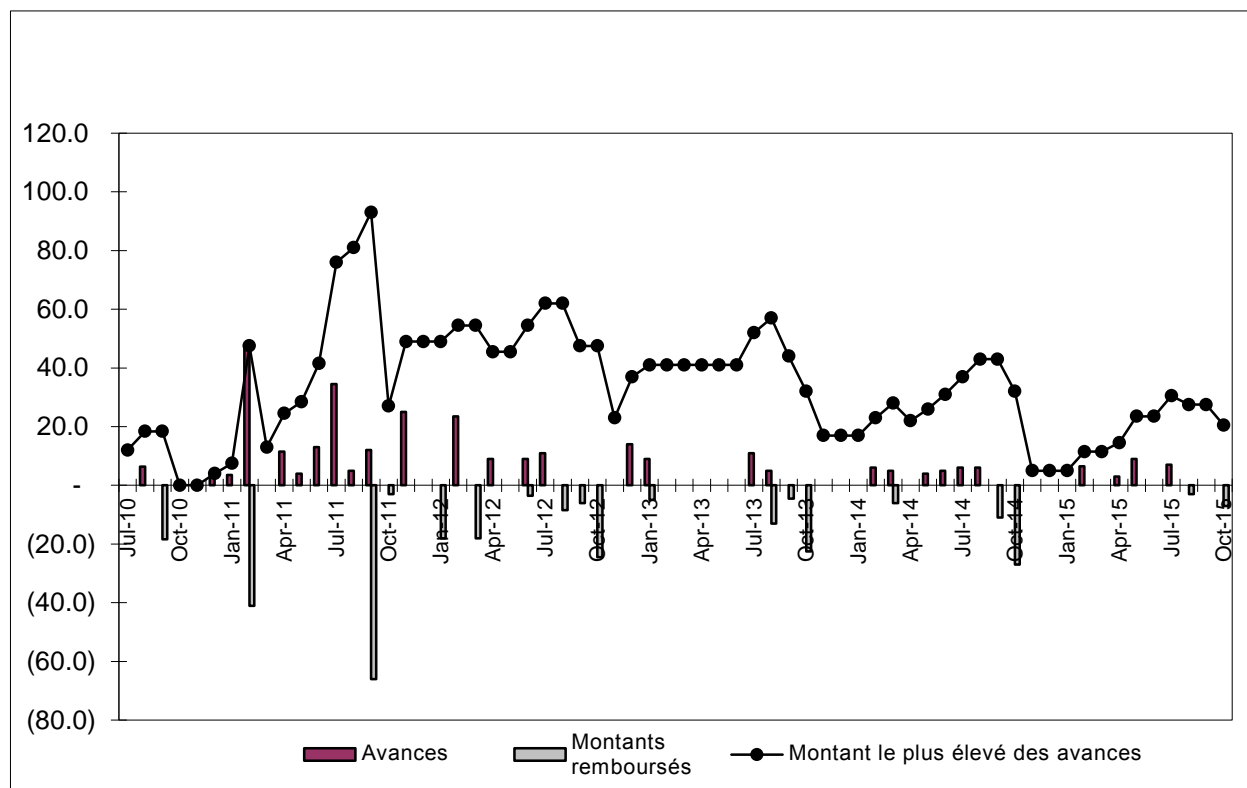
(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Matériel appartenant aux contingents</i>	<i>Lettres d'attribution</i>	<b>Total</b>
MINURCA	(7 477)	(3)	<b>(7 480)</b>
ONUSOM	(12 425)	(3 065)	<b>(15 490)</b>
MANUH/MITNUH/MIPONUH	—	(114)	<b>(114)</b>
APRONUC	(21 752)	(18 086)	<b>(39 838)</b>
<b>Total</b>	<b>(41 654)</b>	<b>(21 268)</b>	<b>(62 922)</b>

## Annexe III

### Avances prélevées sur les comptes de missions de maintien de la paix terminées au profit de missions en activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 31 octobre 2015

(En millions de dollars des États-Unis)



## Annexe IV

**Avances, montants remboursés et montant le plus élevé des avances  
prélevées sur les comptes de missions terminées au profit de missions  
en activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 31 octobre 2015**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Mois/année</i>	<i>Avances</i>	<i>Montants remboursés</i>	<i>Solde des avances</i>	<i>Montant le plus élevé</i>	<i>Mois/année</i>	<i>Avances</i>	<i>Montants remboursés</i>	<i>Solde des avances</i>	<i>Montant le plus élevé</i>	<i>Mois/année</i>	<i>Avances</i>	<i>Montants remboursés</i>	<i>Solde des avances</i>	<i>Montant le plus élevé</i>
Juillet 2010	–	–	12	12	Juillet 2012	11	–	62	62	Juillet 2014	6	–	37	37
Août 2010	6,4	–	18,4	18,4	Août 2012	–	-8,5	53,5	62	Août 2014	6	–	43	43
Septembre 2010	–	-18,4	–	18,4	Septembre 2012	–	-6	47,5	47,5	Septembre 2014	–	-11	32	43
Octobre 2010	–	–	–	–	Octobre 2012	–	-24,5	23	47,5	Octobre 2014	–	-27	5	32
Novembre 2010	–	–	–	–	Novembre 2012	–	–	23	23	Novembre 2014	–	–	5	5
Décembre 2010	4	–	4	4	Décembre 2012	14	–	37	37	Décembre 2014	–	–	5	5
Janvier 2011	3,5	–	7,5	7,5	Janvier 2013	9	-5	41	41	Janvier 2015	–	–	5	5
Février 2011	46,5	-41	13	47,5	Février 2013	–	–	41	41	Février 2015	6,5	–	11,5	11,5
Mars 2011	–	–	13	13	Mars 2013	–	–	41	41	Mars 2015	–	–	11,5	11,5
Avril 2011	11,5	–	24,5	24,5	Avril 2013	–	–	41	41	Avril 2015	3	–	14,5	14,5
Mai 2011	4	–	28,5	28,5	Mai 2013	–	–	41	41	Mai 2015	9	–	23,5	23,5
Juin 2011	13	–	41,5	41,5	Juin 2013	–	–	41	41	Juin 2015	–	–	23,5	23,5
Juillet 2011	34,5	–	76	76	Juillet 2013	11	–	52	52	Juillet 2015	7	–	30,5	30,5
Août 2011	5	–	81	81	Août 2013	5	-13	44	57	Août 2015	–	-3	27,5	30,5
Septembre 2011	12	-66	27	93	Septembre 2013	–	-4,5	39,5	44	Septembre 2015	–	–	27,5	27,5
Octobre 2011	–	-3	24	27	Octobre 2013	–	-22,5	17	32	Octobre 2015	–	-7	20,5	27,5
Novembre 2011	25	–	49	49	Novembre 2013	–	–	17	17					
Décembre 2011	–	–	49	49	Décembre 2013	–	–	17	17					
Janvier 2012	–	-18	31	49	Janvier 2014	–	–	17	17					
Février 2012	23,5	–	54,5	54,5	Février 2014	6	–	23	23					
Mars 2012	–	-18	36,5	54,5	Mars 2014	5	-6	22	28					
Avril 2012	9	–	45,5	45,5	Avril 2014	–	–	22	22					

<i>Mois/année</i>	<i>Avances</i>	<i>Montants remboursés</i>	<i>Solde des avances</i>	<i>Montant le plus élevé</i>	<i>Mois/année</i>	<i>Avances</i>	<i>Montants remboursés</i>	<i>Solde des avances</i>	<i>Montant le plus élevé</i>	<i>Mois/année</i>	<i>Avances</i>	<i>Montants remboursés</i>	<i>Solde des avances</i>	<i>Montant le plus élevé</i>
Mai 2012	–	–	45,5	45,5	Mai 2014	4	–	26	26					
Juin 2012	9	-3,5	51	54,5	Juin 2014	5	–	31	31					